

A l'attention de :

- Monsieur François Braun, Ministre de la Santé et de la Prévention
- Monsieur Christophe Béchu, Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
- Madame Isabelle Rome, Ministre déléguée auprès de la Première ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances
- Madame Charlotte Caubel, Secrétaire d'État auprès de la Première ministre, chargée de l'Enfance
- Monsieur Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique
- Monsieur Gabriel Attal, Ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, chargé des Comptes publics
- Monsieur Jean-Noël Barrot, Ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, chargé de la Transition numérique et des Télécommunications
- Monsieur Olivia Grégoire, Ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, chargée des Petites et moyennes entreprises, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme
- Monsieur Catherine Colonna, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Annemasse, le 20 février 2023

Objet : Mener à bien la réforme du règlement REACH et tenir les engagements pris dans le cadre du Green Deal.

Mesdames, Messieurs les Ministres,

WECF France est l'antenne française de WECF, *Women Engage for a Common Future*, ONG internationale écoféministe dont le but est de « *construire avec les femmes un monde sain, durable et équitable* ». WECF France s'implique dans des thématiques majeures comme la santé environnementale, la lutte contre le dérèglement climatique, la construction d'un avenir sans toxiques, avec le souci de lutter contre les inégalités de genre et de protéger les populations les plus vulnérables, en particulier les femmes enceintes et les enfants.



Nous sommes membres de la coalition EDC-Free Europe, représentant plus de 70 organisations de défense de l'environnement, de la santé, de femmes et de consommat.eur.rice.s à travers l'Europe. Nous partageons une préoccupation constante concernant les perturbateurs endocriniens (PE) et leur impact sur notre santé et la faune [1]. A ce titre, et au nom de WECF France, nous sollicitons votre soutien pour **inciter la Commission européenne à présenter sans plus tarder ses propositions pour la révision ciblée du règlement REACH, et à proposer les changements juridiques nécessaires pour respecter les engagements de « l'European Green Deal »**. L'enjeu est essentiel pour notre avenir : parvenir à un environnement sans produits toxiques.

Nous tenons à **souligner l'urgence de cette réforme pour l'identification et l'élimination de ces produits chimiques très dangereux** auxquels nous - ainsi que la faune - sommes exposé.es dans notre vie quotidienne par nos produits de consommation, nos aliments, l'air que nous respirons, l'eau que nous buvons...

Depuis l'entrée en vigueur du règlement REACH, moins de vingt substances ou groupes de substances ont été identifiées comme extrêmement préoccupantes (SVHC^[1]) pour leurs propriétés de perturbation endocrinienne. Encore moins ont été retirées du marché. Ce processus est très lent et impose aux autorités une charge de la preuve trop lourde [2]. Nous ne pouvons le ralentir encore.

Comme l'observe la stratégie européenne 2020 en matière de produits chimiques, **l'utilisation et l'exposition à ces substances sont en augmentation**. Les résultats récents de l'étude de biosurveillance humaine à l'échelle européenne, HBM4EU, confirment la contamination des citoyens de l'Union européenne par les perturbateurs endocriniens ainsi que les effets néfastes de ces mélanges de substances chimiques sur la santé humaine, tels que, entre autres, les cancers, le développement neurologique des enfants, une baisse de la fertilité, le diabète et l'obésité. Ces expositions omniprésentes aux perturbateurs endocriniens et autres produits chimiques, sont extrêmement nocives notamment pendant la grossesse et dès les premiers stades de la vie. Au-delà de ces risques pour la santé humaine et la faune, il y a, en outre, un coût économique colossal pour la société.

Les rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur les droits humains et les substances toxiques, et sur les droits humains et de l'environnement, s'accordent pour considérer ces expositions comme une violation du « **Droit de l'homme à un environnement propre, sain et durable** », reconnu par l'Assemblée générale des Nations-Unies en juillet 2022. En d'autres termes, les institutions et les États de l'Union européenne ont l'obligation de prévenir toutes nouvelles pollutions par les substances chimiques toxiques, dont les perturbateurs endocriniens.


A l'approche de la fin du mandat de la Commission, **nous sommes préoccupées par le fait que tout retard supplémentaire dans la révision du règlement REACH** pourrait avoir des conséquences négatives. Cela entraînerait des années de pollution prolongée de l'environnement et des populations, dont les groupes vulnérables tels que les femmes enceintes et les enfants. Ce retard s'oppose aux attentes légitimes des citoyen.nes de l'UE, qui souhaitent être protégé.es contre des substances chimiques toxiques pouvant nuire à leur santé et à leur environnement.

^[1] *Substances of Very High Concern*

Nous faisons donc appel aujourd'hui à votre leadership et à votre soutien lors des prochaines réunions du Conseil. Nous vous demandons de **soutenir la mise en œuvre rapide et réussie de la réforme du règlement REACH**. Il s'agit d'une condition préalable fondamentale à la réalisation du programme de transformation du « Green Deal ». Le respect de l'agenda du "Green Deal" est **essentiel** pour une Europe plus saine et plus résiliente, réclamée par les citoyen.ne.s, soutenue par la science, et qui rend, de plus, l'industrie mieux adaptée au futur.

Vous remerciant pour votre attention, nous vous adressons l'expression de notre considération.

Véronique Moreira,
Présidente de WECF France



[1] <https://wecf-france.org/lettre-a-commission-europeenne-maintenons-trajectoire-reformes-reach-clp/>

[2] <https://www.edc-free-europe.org/>

[3] [Les recommandations clés d'EDC-Free Europe pour une réforme du cadre réglementaire sur les perturbateurs endocriniens](#)